

Note Méthodologique : Procédure Permis de travail à Dakar Senegal

Synthèse structurée de la démarche et des étapes de réalisation de la mission.

Contexte & finalité de la méthodologie

- Cadre réglementaire strict encadré par le ministère du Travail au Sénégal.
- Accompagnement des entreprises pour des démarches légales d'emploi de travailleurs étrangers.
- Objectif central: conformité légale et prévention des conflits/sanctions.
- Procédure rigoureuse pour maîtriser les risques et sécuriser juridiquement l'employeur.
- Enjeux renforcés à Dakar (zones industrielles et logistiques à forte demande de main-d'œuvre).

Point clé : Lancer la procédure plusieurs semaines avant l'entrée en fonction prévue pour absorber les délais administratifs.

Objectifs de la mission

- Assurer la conformité réglementaire en matière d'emploi d'étrangers.
- Sécuriser et accélérer l'obtention des permis de travail.
- Optimiser la gestion administrative liée aux embauches.
- Intégrer les exigences légales dans la politique RH.
- Réduire les risques opérationnels et renforcer la performance globale.

Périmètre / livrables attendus

Périmètre d'intervention

- Accompagnement sur l'ensemble des démarches administratives et réglementaires.
- Diagnostic de la situation (effectifs, contrats, secteurs, documents existants).
- Revue documentaire et réglementaire (règles applicables, obligations déclaratives).
- Formalisation de procédures internes, bonnes pratiques et outils de gestion/suivi.
- Mise en œuvre accompagnée avec actions correctives et suivi régulier.
- Ateliers de sensibilisation pour équipes RH et responsables de site.

Livrables

- Rapport d'audit et analyse de conformité.
 - Recommandations et plan d'action détaillé.
 - Outils de gestion documentaire et de suivi des demandes.
 - Reporting détaillé et accompagnement de mise en œuvre.
-

Démarche méthodologique (étapes)

Étape 1 : Diagnostic initial

- Analyse de la situation d’emploi d’étrangers et des besoins spécifiques.
- Recueil d’informations (effectifs, contrats, secteurs, documents).
- Écarts vis-à-vis de la réglementation identifiés.

Étape 2 : Analyse documentaire et réglementaire

- Revue des documents légaux et dossiers administratifs.
- Analyse des règles applicables, circuits d’approbation, délais et obligations déclaratives.
- Exigences et contraintes clarifiées.

Étape 3 : Recommandations et plan d’action

- Plan d’action adapté et priorisé.
- Procédures internes, bonnes pratiques et outils de gestion/suivi définis.
- Feuille de route opérationnelle formalisée.

Étape 4 : Suivi et accompagnement

- Appui à la mise en œuvre et actions correctives.
- Suivi régulier et reporting détaillé à la direction.
- Maîtrise continue de la conformité.

Planning / durée / jalons

Durée typique de la mission: 1 à 3 semaines (principalement sur site, complétée par des échanges à distance). Ateliers de sensibilisation possibles pour les équipes RH et responsables de site.

Étape	Durée approx.
Diagnostic initial	2–3 jours
Analyse réglementaire	3–5 jours
Recommandations et plan d'action	2 jours
Suivi et accompagnement	Variable

Prérequis & données nécessaires (inputs)

- Contrat de travail, justificatifs d’identité, attestations de qualifications.
- Demande officielle auprès des autorités compétentes.
- Informations sur les effectifs, types de contrats et secteurs d’activité.
- Documents administratifs déjà en place dans l’entreprise.
- Règles applicables et obligations déclaratives liées au permis de travail.
- Circuits d’approbation existants et délais de traitement internes/externes.

- Dossiers légaux et pièces justificatives pour la revue documentaire.

Modalités de pilotage & qualité (comités, validations, risques)

- Suivi régulier avec reporting détaillé présenté à la direction.
- Accompagnement personnalisé et actions correctives lors du déploiement.
- Mises à jour sur les évolutions réglementaires et support aux renouvellements.
- Outils digitaux de gestion documentaire et de suivi pour assurer la traçabilité.
- Ateliers de sensibilisation pour une appropriation opérationnelle des processus.
- Diagnostic documentaire possible à distance; audit complet souvent sur site.
- Conformité légale renforcée pour éviter sanctions et interruptions d'activité.